Écoquartiers 5 | Entrevue avec Serge Roy 6-7 | Hitchcock, Québec et Malcolm Reid 8-9

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 39, Numéro 4 > Avril 2012 > www.droitdeparole.org

La lutte étudiante

Et si d'autres s'y mettaient!

Après neuf semaines de grève, il y a toujours des dizaines de milliers d'étudiants et d'étudiantes qui arpentent les rues du Québec. Chaque jour, des actions diverses et des manifestations originales dérangent. Elles sont inventives et démontrent toute la détermination du mouvement étudiant à contrer les politiques du gouvernement Charest.

La prochaine grande manifestation organisée pour démontrer notre solidarité avec le mouvement étudiant et populaire aura lieu le 1er mai. Ce sera une autre occasion de revendiquer une redistribution sociale de la richesse.

Photo: Nathalie Côté

Groupes solidaires

Par Nathalie Côté

Même si le mouvement de grève est plus faible à Québec qu'ailleurs, les étudiants et les étudiants contre les hausses de Québec ont reçu plusieurs appuis depuis deux mois. Celle de la Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposées à la tarification et à la privatisation des services publics (voir encadré) témoigne de la solidarité de groupes populaire, féministe et syndicale de la région. Le mouvement étudiant a reçu l'appui des professeurs contre la hausse. Les professeurs de la région ont récolté des centaines de signatures de collègues appuyant les étudiants. Sans compter la solidarité du groupe Occupons Québec qui manifestait aussi sont appui en mars dernier.

Cette solidarité s'est incarnée dans les manifestations familiales au début du mois de mars dans plusieurs villes du Québec. Cela démontre que la lutte des étudiants est celles de tous et toutes. Encore plus, les étudiants ont démontré leur solidarité avec la lutte des travailleurs lorsqu'ils se sont joints à la manifestation des employés en lock-out de l'usine de RioTinto-Alcan à Alma, le 31 mars dernier.

C'est peut-être cela la force de ce mouvement étudiant. Un peu partout au Québec, il se lève pour revendiquer un monde meilleur en rupture avec l'individualisme ambiant. Ce cri venant de la rue dénonce la concentration de la richesse entre les mains de l'élite économique. C'est aussi celui d'une population qui revendique la justice. Comme on pouvait le lire dans Le Devoir des 7 avril dernier, même Denise Bombardier reconnait que les étudiants et les étudiantes : «sont peut-être en train de faire l'apprentissage du combat collectif et du bonheur de se sentir solidaires plutôt que des solitaires virtuels».

Pour la suite des choses, l'ASSE (L'association syndicale pour une solidarité étudiante) invite à faire de la grève étudiante, une lutte populaire. On peut lire sur le site *Bloquons la hausse* un texte, des plus inspirant, qui montre la portée de la critique actuelle du mouvement étudiant :

«Depuis trop longtemps, libéraux et conservateurs font la loi. Coupures dans les programmes sociaux, baisses d'impôts aux entreprises, dépenses militaires records, recul des droits des femmes, mises à pieds massives, inaction devant les fermetures d'usines, hausse du seuil de la retraite à 67 ans, hausse des frais de scolarité, imposition de la taxe santé (...).» Nous retrouvons ici les revendications des travailleurs et des travailleuses comme celles des groupes populaires.

La critique globale des étudiants et des étudiantes rejoint celle des indignés quand ils dénoncent l'attitude des gouvernements depuis le début crise financière de 2008. Le constat de l'ASSÉ rejoint le ras-le-bol de la majorité de la population, quand l'association écrit : «Pendant que les cadeaux aux banques et aux grandes corporations se multiplient, on demande toujours aux mêmes de payer: les plus démuni-e-s et la classe moyenne se voient refiler la facture d'une crise dont les responsables se sont lavés les mains.» Si la situation continue comme ça, le gouvernement libéral va se sentir de plus en plus seul...

Déclaration d'appui à la lutte étudiante

Nous, les groupes membres de la Coalition **[1]** de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la privatisation et à la tarification des services publics, revendiquons le retrait des hausses de frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement.

Nous déclarons notre appui aux étudiants et aux étudiantes qui s'organisent pour dénoncer et combattre les hausses prévues dans le dernier budget du gouvernement libéral de Jean Charest. Nous entendons les soutenir vigoureusement dans leur mobilisation et encourageons l'ensemble de la population à appuyer cette lutte qui nous concerne tous et toutes.

L'accessibilité s'avère un maillon essentiel afin de soutenir le développement des sociétés et des individus et sert de fondement pour bâtir une société éclairée et épanouie.

Lors du dernier budget, le gouvernement Charest a décrété une nouvelle hausse des frais de scolarité de 1,625 $. En incluant les frais afférents, la facture étudiante grimpera à plus de 4,700 $ en 2016.

Les étudiantes et étudiants n'auront jamais autant déboursé pour fréquenter l'université depuis 1972. Nous dénonçons cette atteinte à l'accessibilité pour toutes et tous. L'épaisseur du portefeuille et le milieu socioéconomique ne devraient en aucun cas limiter l'accès aux études postsecondaires. Une seule personne qui doit renoncer à poursuivre ses études pour des questions d'argent constitue une personne de trop.

Nous rejetons le discours gouvernemental qui prétend que des compressions budgétaires et une tarification accrue n'ont pas d'impact sur les services à la population étudiante et sur l'accessibilité de façon générale.

Rappelons que 80% des étudiantes et des étudiants travaillent pendant leurs études et, malgré cela, ils et elles doivent majoritairement s'endetter en moyenne pour un montant de 14 000$ venant ainsi hypothéquer leur vie professionnelle et sociale.

Assurer l'accessibilité pour toutes et tous constitue un investissement qui bénéficie à notre société et à la collectivité.

C'est le choix de valoriser l'accès au savoir. C'est le choix d'assurer une meilleure justice sociale. C'est le choix de la solidarité dans un monde inclusif. C'est notre choix !

[1] La Coalition de Québec-Chaudière-Appalaches regroupe des syndicats, des organismes communautaires, des associations étudiantes, des groupes de femmes et des groupes populaires de défense de droit. Cinquante-neuf organisations en sont membres.

200 000 personnes ont manifesté contre la hausse à Montréal le 22 mars dernier. PHOTO NATHALIE CÔTÉ.

Lettre des lecteurs

Prendre le bus coûte de plus en plus cher

Je suis tout à fait en désaccord avec les récentes hausses de tarifs du transport en commun. Le prix d'un passage pour prendre l'autobus est passé de 2,75$ à 3,00$ depuis le 1er mars. Il faut ajouter 2,00$ de plus à la passe mensuelle qui est maintenant de 76,75 $.

À chaque année le prix pour prendre l'autobus augmente, sans compter qu'il en coûte toujours plus cher qu'à Montréal. Il faudrait permettre aux personnes à faibles revenus de payer moins cher. Alors que l'on sait que les travailleurs et les travailleuses peuvent déduire les frais de transport en commun de leurs impôts, il n'y a pourtant rien qui aide les personnes assistées sociales. Je demande aux élus municipaux de trouver une solution pour que le transport en commun demeure accessible.

Robert Roussel, Québec

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

www.droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation.

Droit de Parole n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurEs.

Droit de parole bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2e classe
No 40012747

Tirage : 17 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs.

Équipe du journal :
Simon M. Leclerc, Francine Bordeleau, Marc Boutin, François G. Couillard, Monique Dupont, Pierre mouterde, Renaud Pilote, Les AmiEs de la Terre de Québec, Simon-Pierre Beaudet, Michaël Lessard, Grace V. Roy, Guillaume Marchand, Gilles Simard.

Collaboration spéciale :
Malcom Reid.

Coordination :
Nathalie Côté

Photos :
François G. Couillard, Nathalie Côté.
Design : Martin Charest
Webmestre : Michaël Lessard
Imprimeur : Payette et Simms inc.

Tirage certifié CMECQ

Carré rouge à la boutonnière et désirs de printemps

Saurons-nous entendre les étudiants?

Par Pierre Mouterde

Il y a des questions qui paraissent anodines et qui pourtant mettent à nu les ressorts intimes d'une société, nous faisant voir comment les principes dont elle se réclame n'ont pas grand chose à voir avec les décisions qu'elle prend au quotidien. Tel pourrait bien être bien le cas du gel des droits de scolarité au Québec.

Car quoi de plus évident, pour une société riche comme la nôtre, que d'imaginer qu'éducation et santé puissent être gratuites ou presque ? Surtout si on en a déjà expérimenté les bienfaits au temps de la révolution tranquille ou si la chose continue à se vivre avec succès dans des contrées semblables aux nôtres.

Et quoi de plus évident que de penser que, si l'on réussit à rassembler dans la plus grand manifestation jamais réalisée à Montréal toute la fine fleur d'un pays, on devrait en tenir compte, ne serait-ce que parce qu'on prétend vivre en démocratie ?

Au Québec du néolibéralisme tranquille

Mais nous sommes au Québec du néolibéralisme tranquille et ces vérités ne pèsent plus lourd dans la balance. Les universités sont en passe d'y devenir des annexes d'entreprises assoiffées de rentabilité et leurs recteurs -- salaires mirobolants en prime – de simples managers capitalistes. Quant à ceux qui nous gouvernent, ils se trouvent dans la mire d'une commission d'enquête pour allégations de corruption et de malversation et ne s'embarrassent guère de subterfuges pour s'accrocher au pouvoir et servir les maîtres qui les y ont installés. Pas étonnant qu'ils fassent la sourde oreille aux demandes des étudiants. À ne pas même leur accorder une heure de rencontre, ni à se donner la peine de mettre quelques arguments de fond sur la table !

Loin d'être une utopie

C'est ce que nous apprennent ces luttes : le Québec pourrait être gouverné bien autrement et la gratuité scolaire, loin d'être une utopie, pourrait faire partie du modèle québécois comme un de ses plus beaux fleurons. Pour le mieux de l'immense majorité, sans pour autant que la province s'endette outre mesure puisqu'elle dispose des ressources pour y parvenir : droits miniers, impôts plus progressifs, taxes sur les profits des entreprises, etc.

Alors comment comprendre cette fermeture, cette mauvaise foi et ces refus obstinés si ce n'est en admettant qu'aujourd'hui ceux qui nous dirigent ne le font qu'en fonction d'intérêts bien comptés n'ayant rien à voir avec ceux de la majorité. Se contentant de reprendre à l'aveugle les rengaines économiques à la mode, celles qui sont pourtant depuis des années synonymes de crises, d'inégalités grandissantes et de déséquilibres environnementaux.

Il est vrai qu'ils peuvent compter avec la complicité d'une poignée de grands médias ainsi qu'avec cette prudence feutrée derrière laquelle, faute de points de repère assurés, tant encore se réfugient. Sans parler de ces tribunaux aux ordres qui, au nom d'un droit qu'ils interprètent à l'aune de leurs propres obsessions, ne se portent qu'au secours des plus puissants.

C'est cela qui doit changer. C'est cela que les étudiants nous donnent envie de questionner avec toute la fougue et la créativité dont ils sont capables.

Saurons-nous les entendre, nous laisser enfin emporter par leurs désirs de printemps ?

Manifestation étudiante le 4 avril dernier sur la Grande-Allée. PHOTO NATHALIE CÔTÉ.

Ce qu'ils en pensent!

À l'occasion du budget 2012-2013 du gouvernement Charest, nous avons rencontré les leaders étudiants, des députés et un représentant des groupes sociaux. Ils se prononcent sur la lutte actuelle du mouvement étudiant.

Par André-Paul Grenon

Selon vous, le mouvement étudiant peut-il devenir un mouvement plus large?

Martine Desjardins, porte-parole de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)

Je pense que c'est déjà le cas. Ce ne sont plus seulement les étudiants qui sortent, il y a les parents, les professeurs, les chargés de cours et plusieurs organismes communautaires qui sont sortis. On a reçu aussi un appui des fédérations des familles. On se rend compte que ce n'est plus juste une question étudiante mais bien une question de société.

On a dit dans le débat que vous étiez radical à cause de votre position sur la gratuité scolaire., En quoi celle-ci est-elle radicale?

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large d'associations pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)

La gratuité scolaire n'a absolument rien de radical ni de révolutionnaire. Selon des études récentes, il s'agit d'un choix totalement réaliste sur le plan budgétaire. On parle de 200 à 400 millions de dollars par année. C'est un choix que notre société a les moyens de faire. Politiquement, c'est un choix que la majorité des pays de l'OCDE ont fait. Il n'y a aucune raison pour que le Québec n'aille pas dans cette direction.

Mais si l'on veut un gel des droits de scolarité, il faudra augmenter les impôts, non?

Nous ne proposons d'augmenter ni les impôts ni les taxes. Au contraire, notre proposition fiscale est de donner un répit à la classe moyenne en baissant leurs impôts et en augmentant de 13 % ceux des contribuables les mieux nantis. Par exemple en passant d'un système de trois à dix paliers d'imposition, le gouvernement récolterait près de 1,2 milliard de dollars par année, tout en baissant les impôts de 87 % de la population. Tout le monde doit faire sa juste part, et ça comprend les contribuables les plus aisés et les grandes entreprises.

Y-a-t-il une cohérence dans le budget Bachand? Des efforts sont-ils faits dans d'autres secteurs que l'éducation?

Léo Bureau-Blouin, porte-parole de la Fédération étudiante collégiale (FEC)

Depuis cinq ans, les droits de scolarité ont augmenté de 30 % à l'université, et c'est sans compter l'augmentation due à l'inflation. Selon Statistique Canada, les étudiants d'aujourd'hui travaillent deux fois plus que ceux de la génération précédente. Et qui va payer pour les caisses de retraites qui sont vides, pour les finances publiques qui vont mal, pour la dette du Québec? Quand on nous dit que les étudiants ne font pas leur juste part, je pense que c'est totalement faux.

Croyez-vous que le budget aura un effet sur le mouvement étudiant?

Ça va fouetter les troupes, parce qu'on a l'impression d'être des citoyens de seconde zone. Je pense que le budget aura un effet multiplicateur sur la vigueur du mouvement.

Que pourriez-vous dire aux salariés de Limoilou qui croient que la cause étudiante n'est pas la leur et qui ont l'impression que c'est un combat entre les payeurs de taxes et les étudiants?

Amir Khadir, député de Québec Solidaire (QS)

Non, non, non, les pays qui offrent la gratuité de l'éducation de la maternelle jusqu'à l'université sont les pays qui offrent les meilleurs conditions de vie aux faibles salariés, aux petits salariés. Donc le salarié de Limoilou doit avoir une vision d'ensemble, il doit se dire : pour mon propre avenir et celui de mes enfants, pour avoir du confort, de bons services, des niveaux d'impôt et de taxes qui sont équitables avec les autres, j'ai intérêt à avoir des gens très éduqués, pour qu'on ne se laisse pas abuser par les plus puissants, par les grandes corporations, par les banquiers, par les financiers.

Parce que l'ennemi du petit salarié de Limoilou, ce n'est pas le jeune qui est à l'université, il est au contraire son meilleur allié. C'est lui qui va le protéger contre celui qui abuse, contre les grandes corporations, contre l'élite financière qui domine les pouvoirs politiques.

Donc le combat de celui qui revendique la gratuité de l'université, c'est le combat de celui qui travaille à faible salaire.

Que pensez-vous du budget Bachand ?

Jean-Martin Aussant, Option nationale (ON)

L'aspect le plus d'actualité du budget est la hausse des droits de scolarité, et ce n'est pas socialement responsable. Le gouvernement doit aussi voir au développement socioéconomique à long terme de sa population, et non penser seulement à la prochaine élection. Et malheureusement, le court terme a envahi ce gouvernement-là qui ne pense à rien d'autre qu'à sa réélection.

Croyez-vous que le mouvement va prendre de l'ampleur et intégrer d'autres groupes de la société?

Je pense que ça a déjà commencé. La hausse des droits de scolarité touche toutes les familles du Québec, et surtout celles de la classe moyenne qui n'ont pas les mêmes moyens de payer que la classe plus aisée. C'est donc un débat plus large que la seule communauté étudiante.

Selon vous, à qui ce budget profite-t-il?

François Saillant, coordonnateur du FRAPU

Il continue de profiter aux grandes entreprises, il y a quand même pour 1,3 milliard de cadeaux, dont une toute petite partie va à l'économie sociale. On a beau dire que le Plan Nord créera des emplois bien payés, mais compte tenu de tout l'argent qui est mis là-dedans, il aurait été possible de créer encore plus d'emplois dans une foule d'autres domaines, et des emplois qui auraient eu l'avantage en plus de s'adresser à des femmes.

Que pourriez-vous dire aux travailleurs de Saint-Roch qui pensent que c'est une opposition entre étudiants et payeurs de taxes?

Ce n'est pas ça le débat, il n'y a personne, personne, personne, que ce soit les étudiants ou les groupes qui les appuient, qui dit que pour avoir des droits de scolarité plus bas, il faudra faire payer la classe moyenne davantage.

Demandons-nous plutôt pourquoi il y a toujours trois paliers d'imposition, que l'on gagne 800 000 $ ou 80 000 $. Est-ce que c'est juste, ça? Pourquoi c'est 100 % du revenu de travail qui est imposable, alors que pour celui qui gagne sa vie en boursicotant ou en vendant des immeubles, seulement 50 % des gains sont imposables? Et pourquoi n'y a-t-il pas un impôt minimal sur les sociétés? Ce sont toutes là des propositions que l'on fait au gouvernement, mais le gouvernement ne veut rien savoir parce qu'il préfère faire payer la classe moyenne.

Les droits de scolarité sont en partie payés par les étudiants parce qu'ils travaillent, mais une grande partie est payée à même les impôts des parents. Et les parents des étudiants, ce sont aussi les travailleurs de Saint-Sauveur, de Limoilou.

Des muffins et des fleurs pour CHOI

Par François G. Couillard

Le 15 mars à 7h, près d'une vingtaine de personnes ont manifesté devant la station de radio CHOI sous le thème «des muffins et des fleurs». Dénonçant prioritairement l'hostilité de la radio-poubelle envers le mouvement étudiant, les manifestant-e-s tenaient à rappeler la manif des cols rouges et la grève. «Alors qu'en avril 2010 plus de 50 000 cols rouges sortaient dans la rue (...), nous ne comprenons pas pourquoi ces mêmes personnes (les animateurs de Radio X) refusent de se mobiliser pour défendre de nouveau les intérêts des Québécois et des Québécoises. Il est bon de rappeler que la hausse des frais de scolarité limitera la mobilité sociale et affaiblira la classe moyenne.» indique le communiqué.

L'animateur de radio Jérôme Landry était sur place pour commenter la situation. Il a refusé les muffins. Les animateurs de la populaire radio-poubelle ont craint que les manifestant-e-s ne tentent de bloquer Régis Labeaume et Francois Picard venus livrer une longue entrevue sur l'amphithéâtre.

Les étudiant-e-s provenaient de diverses institutions et de disciplines. Ils se sont installés le long de Grande-Allée en chantant du Harmonium et en incitant les voitures à klaxonner. Un animateur de Radio X, se disant solidaire, a même réussi à leur faire chanter «Wind of Change» de Scorpions.

Notons que l'influence des radio-poubelles a été évoquée par plusieurs leaders étudiant-e-s comme l'une des causes ayant mené aux échecs des votes de grève dans les cégeps de la région.

Manif devant Radio X. Tenant à compenser le manque d'amour des animateurs populistes de Québec, des étudiant-e-s leur ont offert une modeste contribution : des muffins et des fleurs.
PHOTO FRANÇOIS G. COUILLARD

Recherche de logement et discrimination

Pour les personnes assistées sociales, les familles avec enfants, les immigrants et les immigrantes comme pour les travailleurs à statut précaire, la recherche d'un logement est souvent parsemée d'embuches. En plus du faible taux d'inoccupation des logements (1,6% dans la région de Québec) et de leur prix élevé, les locataires sont victimes de discrimination. La tactique de certains propriétaires? Faire remplir des formulaires à leurs aspirants locataires, les obligeant à révéler diverses informations personnelles : compte bancaire, âge, numéro d'assurance-sociale, etc.

Il s'agit non seulement d'une intrusion dans la vie privée, mais c'est souvent, comme le rappelle de Bureau d'animation et d'information logement (BAIL), un prétexte pour discriminer : «la Charte des droits et libertés interdit clairement la discrimination fondée sur des motifs de condition sociale, d'âge, d'origine ethnique, de handicap ou de sexe..» Pour mettre fin à la discrimination, le BAIL demande au gouvernement d'interdire tous les formulaires de demande de location. Pour l'heure, quels sont les recours pour les locataires qui pensent être victimes de discrimination? Porter plainte à la Commission des droits de la personne. À Québec : 418-643-1872

Le quartier Saint-Sauveur, un écoquartier avant la lettre. PHOTO MARC BOUTIN.

La Cité, le Cap-Blanc, Saint-Roch, Saint-Jean, Limoilou et Saint-Sauveur

Les vrais écoquartiers existent déjà : ce sont les quartiers du centre-ville!

Par Marc Boutin

Les modèles à suivre sont avec nous depuis des générations : des écoquartiers tout-cuits-dans-le-bec, des écoquartiers avant la lettre. Plusieurs des qualités de la ville durable, qu'on cherche à implanter dans les nouveaux écoquartiers, sont déjà présentes dans les quartiers populaires : densité, proximité, solidarité sociale, mixité.

Hélas, ces quartiers, hérités de l'histoire, sont laissés pour compte par une administration municipale qui cherche à réinventer ailleurs la roue. Dans les quartiers du centre-ville, les statistiques démographiques stagnent, l'économie locale et artisanale régresse, plusieurs services – dont certains essentiels comme un marché d'alimentation – sont soit manquants, soit à l'abandon et partout, l'automobile continue à créer des dépendances et faire des ravages dans la trame urbaine.

Une exception cependant à la morosité ambiante : tout baigne dans l'huile du côté de l'hôtel-de-ville lorsque l'industrie touristique s'en mêle. Le mot d'ordre : remplir les hôtels et désennuyer les banlieusards. Que ne ferait-on pas pour promouvoir les Red Bull Crashed Ice, les Madonas et les Big Air de ce monde, quitte à faire fuir d'autres résidants, d'autres familles du centre-ville?

Une économie de proximité

Les difficultés reliées à l'économie de quartier se traduisent souvent, pour les résidants, par des défauts d'approvisionnements de proximité. Je me rappelle avoir été incapable de trouver, dans le faubourg Saint-Jean ou à Saint-Roch, une balle de caoutchouc (du genre bleu-blanc-rouge) pour mes enfants. J'ai dû réserver une voiture de Communauto et me rendre au centre Fleur-de-lys. La balle de trois dollars m'en a coûté trente, sans compter deux heures de vaine recherche.

En revanche, quelle facilité d'accès et quel choix quand il s'agit de trouver un restaurant, ou pour acheter de la bouffe de qualité sur les rues commerciales, St-Jean intra et extra muros, St-Joseph, 3e Avenue ou St-Vallier est et ouest. Toutes des rues à la portée de ce piéton moyennement aguerri qu'est l'urbain moyen.

Les quartiers du centre-ville sont des écoquartiers par la proximité interne (la proximité des résidences et des différentes fonctions administratives et de services à l'intérieur des limites du quartier) mais aussi, et peut-être surtout, par la proximité externe. Celle des quartiers limitrophes, relativement spécialisés, qui alimentent une complémentarité économique accessible aux déplacements piétons et propres au centre-ville.

L'ensemble de ces quartiers forme une ville compacte, la ville urbaine, qui contraste avec la ville dispersée de la banlieue, la ville rurale. Un écoquartier isolé, ou éloigné de cette ville compacte, ne peut survivre sans devenir dépendant de l'automobile, et cette dépendance en fera, à terme, une banlieue comme les autres, même si les toits sont «végés», les rues piétonnes et si on y recycle les déchets.

La mobilité durable

Les projets de villes durables, plaqués en plein territoire automobile, relèvent de la pensée magique. Il n'y aura pas d'écoquartiers dignes de ce nom autour de l'échangeur Charest/Robert-Bourassa même si le «tramway Labeaume» passe par là un jour. Et vouloir créer un écoquartier aux limites extrêmes du Lac Beauport, comme le prévoit un promoteur plus futé que la moyenne, relève de la récupération sémantique et de la plus pure démagogie entrepreneuriale.

La résistance à l'automobile est centrale à la question des écoquartiers. Les quartiers urbains du centre-ville n'ont pas le choix, ils tolèrent l'automobile. Ils sont enclavés dans une agglomération urbaine aménagée selon les diktats capitulards de notre ineffable «Ministère de la Voirie». Mais tolérance à l'automobile, ne veut pas dire soumission à l'automobile. Nos quartiers centraux datent d'avant l'ère de l'automobile, et c'est de là qu'ils tirent leur intérêt pour le piéton, leur urbanité et ces qualités de la ville durable qu'on cherche à implanter dans les nouveaux écoquartiers excentriques : densité, proximité des services, solidarité sociale, mixité des fonctions, des classes sociales et des générations, autarcie économique et culturelle relative, etc.

L'importance de la résistance

Les villes et les quartiers qui résistent à l'automobile se situent à l'avant-garde des villes du XXIe siècle. Elles deviennent créatives. Les villes qui capitulent face à l'auto, se condamnent à l'insignifiance et, comme la grande majorité des villes du continent, elles alimentent la grande tristesse nord américaine des échangeurs et de leurs banlieues interminables. Voilà à quoi pourrait nous réduire notre ineffable maire, qui a solennellement déclaré : «On ne touchera pas (au monopole local) de l'industrie automobile».

Autre vache à lait locale qui nous invite à la résistance : l'industrie touristique. La meilleur façon d'encourager le tourisme – et non l'industrie touristique – serait d'encourager le retour de la fonction résidentielle familiale au centre-ville. Un touriste évolué vient certes voir un site, mais tout autant que le site, il veut rencontrer du monde. Comment faire pour attirer des résidants? : en agrandissant le périmètre de la ville compacte, en diversifiant l'économie du centre-ville par la très petite entreprise, la seule qui peut s'intégrer à une trame urbaine fragmentée et à un lotissement égalitaire. En favorisant le logement social au détriment des condominiums. Enfin, par des interventions de l'état municipal pour étouffer la spéculation qui, par elle même, étouffe toute vie convivialité urbaine.

Entrevue

Serge Roy

Rebelle et responsable

Serge Roy vient de terminer un essai intitulé *Fonction publique menacée. Le néo-libéralisme à l'assaut des services publics, #1981-2011* publié chez M Éditeur. Impliqué dans les groupes populaires de Québec depuis la fin des années 1960, syndicaliste ardent et écologiste militant, l'homme est généreux dans tout ce qu'il entreprend. C'est pour témoigner de son expérience dans la fonction publique québécoise que le candidat de Québec Solidaire dans le comté de Taschereau a rédigé cet essai. Nous l'avons rencontré quelques jours avant la sortie de son livre.

Par Nathalie Côté

Serge Roy, une figure importante du syndicalisme québécois. PHOTO NATHALIE CÔTÉ.

À qui s'adresse votre essai ?

À la base, il s'adresse à tout le monde intéressé par la fonction publique et aux services publics. De manière plus large à quiconque veut savoir ce que l'État fait et ce que le gouvernement a choisi de faire. Je souhaite ardemment que les fonctionnaires s'intéressent à mon livre en particulier pour qu'ils voient l'importance du travail qu'ils font. Je leur adresse un appel pour qu'ils valorisent leur travail. Et qu'ils ne s'adonnent pas à écouter ceux qui disent que le travail des fonctionnaires ça ne vaut rien, si je résume. Mais c'est sûr qu'il y a des courants de pensée qui disent que la fonction publique c'est nuisible. J'ai travaillé 25 ans dans la fonction publique avant de travailler au syndicat. C'est certain que vérifier des rapports de taxes, ce n'est pas ce qu'il y a de plus passionnant, mais c'est une tâche extrêmement importante.

Le travail de fonctionnaire est tellement dévalorisé en ce moment, que cela doit être difficile d'être stimulé pour ceux et celles qui le font?

C'est très frustrant et inquiétant dans le contexte actuel en effet. Il faut que les fonctionnaires se battent pour faire leur travail correctement. C'est très dur, particulièrement pour ceux et celles qui sont au service du public, à l'aide sociale par exemple. Ils sont formés comme travailleurs sociaux et on leur demande de travailler comme des machines.

Dans votre essai vous dénoncez les coupes dans la fonction publique à l'œuvre depuis trente ans au Québec. Est-ce une réponse aux discours de la droite, comme celui défendu par Radio X ou le FM 93 qui ont, dès le budget libéral de 2010, revendiqué un «grand ménage» au gouvernement ?

Incidemment oui, mais mon objectif premier n'était pas de répondre aux radio-poubelles. Depuis 30 ans, on a beaucoup entendu parler des impacts des politiques néolibérales dans les secteurs de la santé et de l'éducation. On n'a pas beaucoup eu accès à des recherches sur les conséquences de ces politiques sur les services de la fonction publique elle-même. Ma motivation première, c'était de fournir une ressource qui fait la démonstration que ça a été aussi grave dans la fonction publique que dans la santé et l'éducation. Probablement c'est moins spectaculaire aux yeux des gens, mais on doit les mettre dans la liste des dégâts du néolibéralisme au Québec.

Votre livre arrive au bon moment, alors que le gouvernement fédéral annonçait aussi récemment l'abolition de milliers de postes dans la fonction publique. Avec les années, on finit par se demander : «À quoi sert fonction publique?»

Mon livre commence par expliquer à quoi sert la fonction publique. Je ne parle pas de tout, cela prendrait des milliers de pages. Mais j'illustre la situation avec les commissions de protection des lois, telles la Commission des droits de la personne, la Régie du logement qui doivent faire appliquer des règles. Je parle du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, un ministère extrêmement important. Je parle du ministère des Transports, qui a, on le sait, eu de graves problèmes à cause de certaines politiques mises de l'avant qui sont liées à la recherche de l'élimination du déficit à tout prix et à l'idée que le privé faisait mieux les choses que le public. Avec le rapport Duchesneau on a un nouvel exemple qui démontre que cela n'est pas vrai.

Mais ne peut-on quand même pas dire qu'il y a trop de bureaucratie au gouvernement?

On peut voir la bureaucratie comme encombrante ou comme partie prenante à l'organisation du service public. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas des choses à changer, mais je prétends qu'il y a eu beaucoup d'améliorations. Mais quand le gouvernement fédéral annonce, comme dans son dernier budget, l'abolition de plus de 10 000 emplois, c'est un peu de la propagande. En réalité, on peut prendre pour acquis qu'une partie de ces postes sont déjà vacants.

C'est laisser sous-entendre que les gens ne font pas de choses utiles. Les gens qui sont contents parce qu'on abolit des postes de fonctionnaires seront peut-être les premiers à se plaindre parce que ça prendra trop de temps avant que la déclaration d'impôt de monsieur ou madame x soit traitée(...)

Si ce n'est pas la population qui désire que l'État diminue sa taille, cela vient d'où?

C'est un courant de pensée – et j'en parle dans mon livre bien sûr – le courant néolibéral effectivement qui a pris le «contrôle » du FMI (Fonds monétaire international), de l'OCDE (Organisation de la Coopération et du Développement économique), de la Banque mondiale. Beaucoup de gens se sont entendus pour dire que les interventions de l'État sont inefficaces et coûteuses; que ça marche tout croche. Sans en faire la démonstration cependant. Que cela ne marche pas à notre goût, il faut dire que c'est aussi le cas dans les entreprises. J'invite les gens à se poser des questions sur la gestion de Bell Canada, sur celle de Quebecor ou des grandes compagnies d'automobiles. Dans ces cas-là, on ne parle pas de bureaucratie pourtant.

Mais les néolibéraux n'ont pas encore triomphé. On peut dire qu'au Canada, et au Québec en particulier, il y a encore des services publics qui se tiennent. Malgré la

désinformation et le discours des médias de masse.

Vous défendez une dimension noble de l'État qu'on aurait perdue ?

Il y a l'État comme structure de pouvoir, d'encadrement, de contrôle des personnes, - je suis assez à l'aise avec les critiques anarchistes de l'État -, mais je vis en 2012. Si on fait disparaître l'État au moment où on se parle, imaginez ce qui disparaît en termes d'outils collectifs. Moi, je présente la fonction publique comme étant un outil collectif qu'il faut s'approprier et contrôler collectivement. C'est la conclusion à laquelle j'arrive dans mon livre. Je dis qu'il faut défendre la fonction publique. Par exemple, l'environnement. On peut défendre le ministère de l'Agriculture quand il aide les agriculteurs à mieux cultiver la terre et à élever le bétail de façon respectueuse de l'environnement et de la sécurité alimentaire.

Je pose aussi la question de la démocratie dans la détermination des politiques et des règles. Nous avons une démocratie qui est faible parce que nous n'avons pas une démocratie qui permet aux citoyens d'avoir un contrôle sur les dépenses publiques. C'est une autre des conclusions à la quelle j'arrive. Avant tout, c'est de comprendre le rôle de l'État dans la société actuelle. On a intérêt à ce qu'il soit relativement fort pour contrer les effets du capitalisme.

C'est la social-démocratie...

La social-démocratie défend ça. Mais l'on ne peut pas compter tellement sur les Libéraux et les Conservateurs pour faire ça. La social-démocratie va sur ce terrain-là, mais pas toujours de façon vigoureuse. Je pense que c'est la mobilisation populaire, au-delà des partis politiques, qui doit préserver les services publics, en attendant de bâtir autre chose que le capitalisme. À l'heure actuelle, on a intérêt que le ministère de l'Environnement ait assez de personnel pour assurer le respect des normes de qualité de l'eau par exemple.

En plus de votre travail dans le Syndicat de la fonction publique du Québec, vous avez toujours été très près des groupes populaires, pourquoi est-ce si important pour vous?

J'ai vu la création de plusieurs groupes populaires de Québec. En même temps, je devenais de plus en plus impliqué dans le monde syndical. Cela a toujours été important pour moi de garder un ancrage dans les mouvements sociaux, dans les mouvements populaires parce que pour moi, le changement de société ne sera possible que dans la mesure où à la fois les milieux de vie et les milieux de travail seront embarqués dans une stratégie de transformation de cette société-là.

On ne peut pas dire : les comités de citoyens à eux seuls vont transformer la société, le monde du travail à lui seul va transformer la société, parce que la société c'est beaucoup plus que chacune de ses composantes. Je dis toujours qu'il faut qu'il y ait une alliance entre les mouvements sociaux progressistes pour qu'on s'entende sur une stratégie pour avoir un rapport de force face au capitalisme, particulièrement celui qu'on connait aujourd'hui, le capitalisme financier. S'il n'y a pas d'alliance entre ceux qui luttent pour la justice sociale, le contrôle sur nos vies et sur l'économie va rester entre les mains d'une poignée d'individus qui profitent de la situation; qui profitent aussi de l'abdication des politiciens face au pouvoir financier.

Serge Roy
Fonction publique menacée. Le néo-libéralisme à l'assaut des services publics, 1981-2011
Éditions M
Lancement le 23 avril de 16h30 à 19h30 à la Ninkasi du Faubourg
811, rue Saint-Jean

Monsieur Hitchcock et la ville de Québec...

Par Malcolm Reid

Alfred Hitchcock jouissait de l'admiration de François Truffaut. Jeune homme, avant de faire ses propres films, Truffaut lui avait consacré un livre : *Le cinéma selon Hitchcock*. Dans de longues entrevues, il demandait à Hitchcock comment il faisait pour faire sa magie. Le maître répondait patiemment. Pour le fringant jeune critique de France, qui allait plus tard réaliser *Les 400 coups* et *Jules et Jim*, Hitchcock n'était pas juste un maître du suspense et du crime, que le public aimait. Il était un artiste du plus haut rang.

«Son cinéma révèle le côté sombre de la vie humaine», m'a dit mon ami Gilles Côté en sortant du Cinéma Cartier l'autre jour, «il touche à la tragédie». Car à cause de son regard français, le Québec a toujours eu l'œil sur l'artiste en Alfred. Sa réputation se dresse, très haute. Le Cinéma Cartier vient de lui consacrer un festival.

Je n'ai jamais réussi à le placer si haut. Néanmoins, pour moi, petit garçon, un film de Hitchcock était toujours un bon show. Mon père était d'accord.

«Et le monsieur gros et joufflu qui est derrière la caméra, disait mon père, il se place devant la caméra dans chaque film, pendant quelques secondes. Il se donne un petit rôle drôle.» À partir de là, en allant voir un Hitchcock, j'attendais ce moment. Le plus inoubliable pour moi c'est le gros Alfred en musicien voyageur, essayant d'embarquer sa contrebasse dans un train. Je ne me souviens pas dans quel film...

Mais dans le film dont il va être question ici, c'est dans un plan qui regarde vers le haut d'un escalier de bois dans notre Quartier Latin qu'il apparaît. Très vite, un homme passe. Il a la ronde silhouette d'Alfred, le cinéaste de Hollywood que tout le monde connaissait.

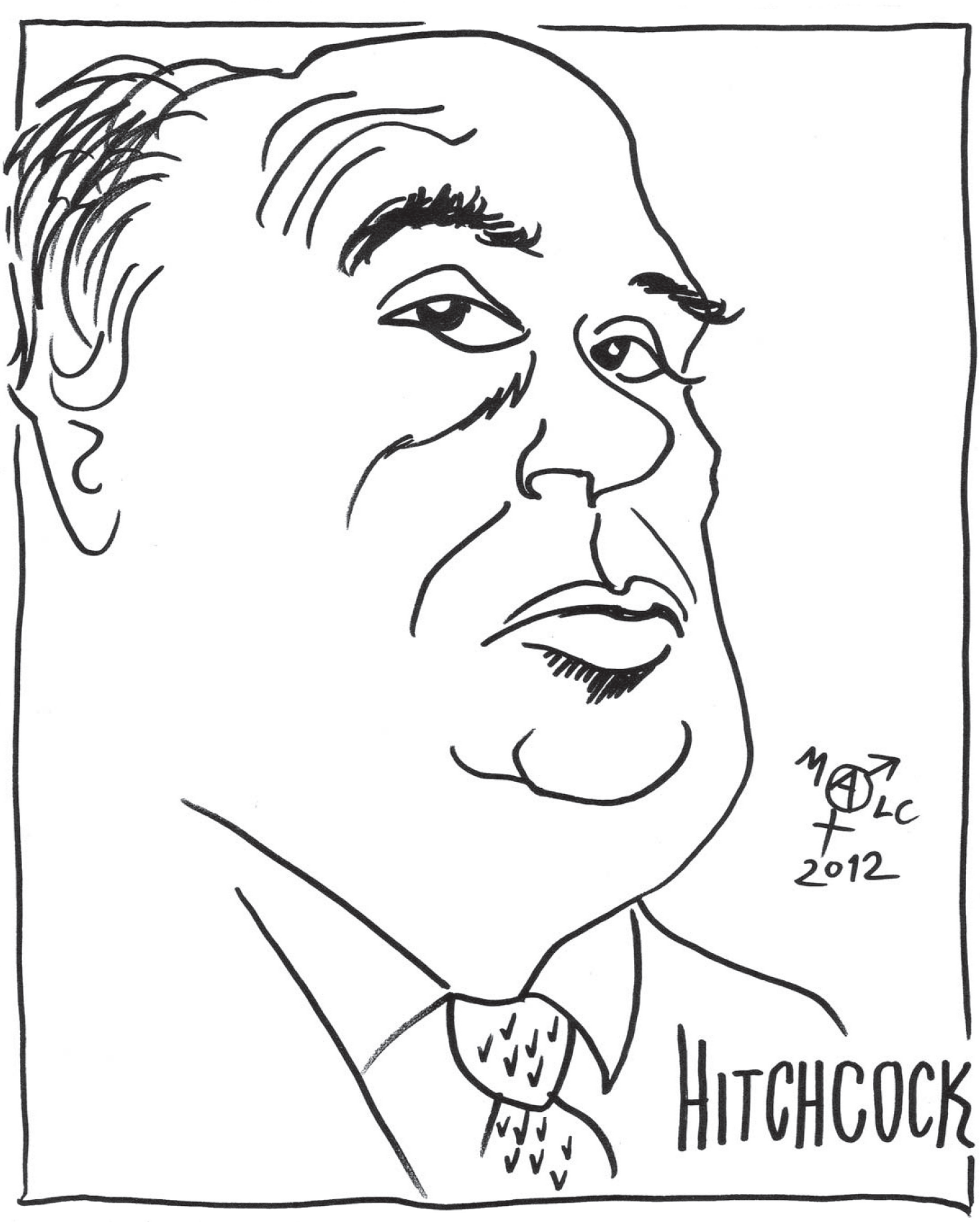
Et c'est là que je vois son caractère unique. Hitchcock, à son apogée, était le seul réalisateur de cinéma, de Hollywood ou d'ailleurs, que tous connaissaient. Il était une star. Il était la seule star-réalisateur, une plus grande star dans ses films que James Stewart, Cary Grant, ou Grace Kelly, qui jouaient pour lui. Par lui, le public savait qu'un film était quelque chose qu'on concevait, qu'on composait, qu'on façonnait. Un film avait un *auteur*, disait Truffaut, disaient ses copains des *Cahiers du Cinéma*.

Seuls Walt Disney, Orson Welles, Charlie Chaplin, étaient aussi connus. Et Chaplin et Welles, c'était différent : ils jouaient le héros dans leurs films, ils étaient acteurs-réalisateurs. Hitchcock était réalisateur seulement (sauf pour ces apparitions-express dans chaque film, une sorte de signature.) À l'apogée de sa gloire, il n'y avait pas encore de Fellini, pas encore de Bergman, pas encore de Claude Jutra. Seulement d'Alfred disait-on : «On va voir un film de Hitchcock».

I Confess

Au printemps de l'année 1953, le film d'Alfred Hitchcock qu'on allait voir s'appelait *I Confess* (en français - titre assez faible - *La Loi du silence*). Ce film a été tourné dans les rues de la ville de Québec. Comment cela se fait-il ? C'est très compliqué. C'est très simple.

Hitchcock était on ne peut plus américain. Ses films sortaient du cœur de la plus grande usine de films du monde, celle du sud de la Californie. En même temps, Hollywood cueillait des talents de partout, en premier lieu de la Grande-Bretagne. Et Hitchcock était en même temps on ne peut plus britannique. Il avait réalisé des films muets et des films parlants en Angleterre dans les années 1920 et 1930, très souvent des thrillers. Il s'est amené aux États-Unis avec la Deuxième Guerre et s'est mis à faire des films en accent américain, des histoires se passant la plupart du temps dans une petite ville des États, comme la ville du motel épeurant dans *Psychose*. Son propre accent restait rigoureusement britan-



nique, comme on allait l'apprendre vers 1958, quand la télévision allait nous offrir l'émission *Alfred Hitchcock Presents*. Chaque petite pièce télévisuelle était précédée d'un exposé cynique d'Alfred. «This story is raaaaaaather frightening», susurrait-il aux téléspectateurs, qui y voyaient un Britannique encore plus britannique après vingt ans aux États-Unis.

Hitchcock n'écrivait pas souvent ses scénarios, il n'inventait pas ses histoires. Il prenait une histoire qu'il aimait et il disait à ses techniciens comment il voulait la tourner et la monter. Son monteur montait ses films avec une parfaite économie, une parfaite rapidité. Chaque scène, chaque seconde, cognait.

L'histoire tournée à Québec n'était pas une histoire québécoise, c'est une pièce de théâtre de Paul Anthelme intitulée *Nos deux consciences*. L'histoire a été adaptée par deux des scénaristes de Hitchcock, George Tabori et William Archibald, au Québec de 1951, le Québec de Maurice Duplessis, le Québec catholique et traditionnel. Et Alfred Hitchock lui-même était de foi catholique, élevé en catholique minoritaire dans L'Angleterre anglicane. Il faut supposer qu'il allait à la confesse, ou l'avait fait, petit gars. Il était fasciné par l'obligation que le fidèle a de confesser ses péchés au prêtre. Et l'obligation que le prêtre a d'imposer une pénitence et de garder secrets les péchés qu'il a entendus, de les garder secrets pour toujours. Cette ville catholique semblait parfaite pour cette histoire… Le Canada et le Québec faisaient peu de films de fiction dans ces années-là. Le gouvernement fédéral avait une entente avec Hollywood par laquelle le Canada acceptait le cinéma de Hollywood comme étant son cinéma. Le Canada ferait des documentaires à l'Office national du film et ce que le Canada demandait à Holllywood en retour, c'était de trouver un petit nombre d'histoires canadiennes chaque année et de tourner ces films dans quelque coin du Canada. En 1952, c'était le tour de notre ville. *I Confess* ferait l'affaire et Hitchcock avait en tête un jeune lion en émergence pour jouer le personnage principal, le Père Logan : Montgomery Clift.

Séjour au U.S.A.

Moi-même, j'avais dix ans cette année-là, je revenais d'un long voyage aux États-Unis, avec mon petit frère, accompagnés par notre mère. Mon père étudiait au Wisconsin, nous sommes allés jusqu'en Californie, où l'une de nos tantes habitait. J'avais embrassé les États-Unis avec grand appétit. Et pourtant, les Reid étaient une famille patriote, une famille canadienne. J'allais à l'école américaine dans la ville de Madison, Wisconsin, en troisième année. J'avais juré allégeance au drapeau étoilé. L'allégeance était un grand enjeu aux États-Unis cette année-là.

Un sénateur de gauche avait été défait dans l'État du Wisconsin. Un sénateur du nom de Joseph McCarthy l'avait remplacé. Il fonde alors un comité au Sénat pour enquêter sur l'infiltration communiste. La Russie venait de construire la bombe nucléaire, la confrontation américano-soviétique était l'obsession de l'heure. Les mouvements de gauche de la Grande Dépression étaient dissous, l'alliance avec les Russes contre Hitler passée. Les États-Unis défendaient une pureté capitaliste, les dissidents étaient écrasés.

Et Hitchock et la politique

La grande idée politique d'Alfred Hitchcock, je dirais, c'était de ne pas avoir d'idée politique. Ses films sont des polars, centrés sur la justice, mais assez peu sur la justice sociale. Le bien et le mal s'affrontaient toujours et le mal était vaincu à la fin de chaque film. Mais il allait revenir! Le diable est là, il n'est pas tuable.

La ville de Québec était un monde sur lequel Alfred Hitchcock savait trois ou quatre choses, et il s'en contentait : la ville est française mais elle est dans l'Empire britannique. Les Catholiques sont francophones, mais ils doivent être irlandais aussi, la ville est si cosmopolite! Ce que Hitchcock et ses scénaristes n'arrivent pas à saisir, c'est le caractère omniprésent, le rôle dominateur de l'Église catholique au Québec et la prépondérance de la langue française. Dans ce film, la ville fonctionne en anglais la plupart du temps ; nous y voyons un débat au Parlement, en anglais. Une nuit, un réfugié allemand assassine un avocat qu'il déteste et il court avouer son acte, en confession avec le Père Logan. *I confess!* Ce prêtre, sous les beaux traits troublés de Montgomery, est désormais prisonnier du secret qu'il détient. Quand il en vient à être lui-même accusé du meurtre, il ne peut pas s'innocenter. Il subit un procès à grand déploiement. C'est très dur pour lui. Il est l'image même de l'innocent malmené. Il est rudement questionné. Et s'il est finalement acquitté, c'est très dur pour lui quand il sort dans la rue. Les témoignages ont révélé un vieil amour que Logan a vécu avec une beauté de la haute société, Anne Baxter. La foule lui lance des injures, des grivoiseries. Mais il est pur! Il a renoncé aux belles femmes pour Dieu! Ne comprennent-ils pas ça?

Hitchcock a-t-il saisi Québec ?

Le Père Logan sort dans la rue, la rue cruelle et capricieuse. Et ce mot français si important – *la rue* – est aussi le nom du personnage que j'ai aimé le plus dans *I Confess*. C'est le détective coriace de la police de Québec, l'inspecteur Larrue. Il est joué par le grand acteur de composition de cette époque à Hollywood, Karl Malden (qu'on voit dans *Un tramway nommé désir*… qu'on voit dans *Sur les quais*), et il incarne toute la vision américaine d'Alfred Hitchcock. Il incarne la séparation de l'Église et de l'État, il incarne la soif de justice d'un honnête policier, il incarne la sagacité populaire. Quand il voit Montgomery se tortiller pour ne pas répondre à ses questions, il n'hésite pas à soupçonner le jeune curé. Le flic Larrue respecte le clergé… mais pas plus qu'il ne faut! Et nous voyons bien que ce flic, dur mais humaniste, appartient peut-être au Michigan ou à la Nouvelle Orléans. Mais il n'appartient pas beaucoup au Québec de l'année 1952, où, il me semble, jamais un beau jeune prêtre n'aurait été mis en accusation pour un meurtre. Et jamais il n'aurait été malmené par un procureur de la couronne. Et jamais il n'aurait été conspué par des citoyens dans la rue.

Alors!

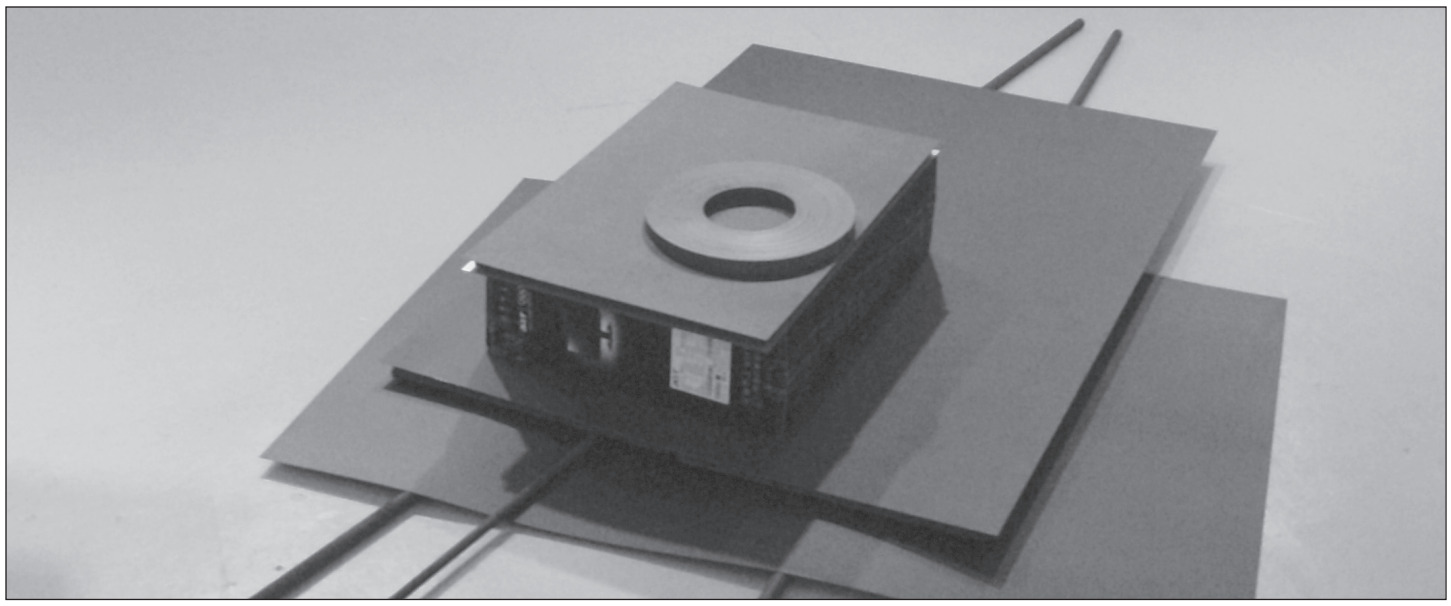
Alors, merci au Cinéma Cartier pour le Festival Hitchcock. Il fallait revoir *I Confess*. C'est un classique. C'est une des plus belles visites que nos rues et nos clochers ont reçues. Comme film de suspense avec une touche humaniste, il fonctionne très bien. Comme portrait social de notre ville dans l'ère duplessiste… moins bien.

Et voilà pourquoi la Révolution Tranquille urgeait. Voilà pourquoi il fallait que le Québec apprenne à faire ses propres films. Voilà l'importance des grands succès comme *Le Confessionnal* (un hommage à *I Confess* par Robert Lepage) et *Les Plouffe* (une épopée dans Saint-Sauveur de Gilles Carle d'après Roger Lemelin). Et voilà le but que visent les jeunes cinéastes, non? Des gens comme Jeremy Allen (*Manners of Dying*), Donald Saint-Onge (*Le Stash*), Ricardo Trogi (*Québec-Montréal*), les auteurs d'*À l'ouest de Pluton*, de *Gaz Bar Blues*, d'un grand documentaire sur Saint-Roch, *Mémoires d'une petite cité*… Ils et elles sont précieux pour moi. Toutes leurs œuvres montrent la ville de Québec en train de vivre sa vie.

Juste l'été dernier, le cinéaste Bernard Émond, une sorte de philosophe de la caméra, a tourné son dernier film un peu en haut de chez moi. Ça s'appelle *Tout ce que tu possèdes*. «J'espère que ça va poser des questions», qu'il m'a dit, au coin de la rue Scott.

Je l'attends.

Illustrations: Malcolm Reid



Détail de l'installation de François Lemieux. Ici, l'assemblage constructiviste réalisé par l'artiste.

Contre le déjà-vu

Un assemblage constructiviste au sol, une photo d'une statue de Lénine renversée, des boîtes vides transformées en sculpture, de longs bambous : voilà ce qui constitue l'installation présentée au Lieu. François Lemieux veut «défaire le savoir-faire».

Par Nathalie Côté

Né dans le quartier Vanier à Québec en 1978, il a fait ses études en arts plastiques au Cegep de Sainte-Foy. Après des études à l'Université Concordia et plusieurs expositions un peu partout au Canada, François Lemieux expose pour la première fois à Québec. «J'ai développé avec le temps une certaine habileté technique» nous assure-t-il. «Je fabrique actuellement des meubles pour le Centre Canadien d'architecture à Montréal. Mais je veux défaire le savoir-faire et j'aime aller dans l'autre extrême. En même temps, j'aime faire un travail presque clinique. Je veux amplifier la froideur clinique de la galerie et du musée.» Et en effet, les éléments présentés dans la galerie du Lieu sont tous finement réalisés ou minutieusement choisis, implorant notre attention.

C'est énigmatique et un peu austère. On ne comprend pas tout et c'est tant mieux! Qu'on pense à ces boîtes d'ordinateurs vides empilés avec la boîte de kleenex trônant sur cette «sculpture». C'est certainement l'élément la plus étrange de l'ensemble. Encore qu'il y ait aussi les formes de plastique transparent à la fenêtre, inspirées par la mise en page du journal *Financial Post*. Cela produit un bel effet géométrique, même si on n'en connaît pas la source.

Les bambous commandés par Internet directement de Chine – et provenant d'une forêt sacrée dont des citoyens contestent l'exploitation – contrastent avec la sculpture de boîtes de carton récupéré comme avec l'assemblage produit de la main de l'artiste. Et la photographie de la statue de Lénine renversée signée par le photographe Mark Lewis simplement trouvée dans les archives de la galerie donne une dimension plus politique à l'ensemble.

Tout est pensé et désinvolte à la fois. Comme l'artiste l'explique : «Mon intuition, c'est toujours d'arriver à un registre qui fait assez de friction pour faire circuler des liens».

Est-ce un travail un peu trop hermétique? À cela, François Lemieux répond d'emblée : «Si tous les artistes voulaient plaire au plus grand nombre, on serait dans une uniformisation».

«Je ne veux pas donner une tape dans le dos du spectateur, en lui donnant quelque chose qu'il connaît déjà. Les expériences fortes, ce sont celles où on est confronté à ce que l'on ne connaît pas», affirme l'artiste. «C'est faire l'expérience d'autres plans de la subjectivité», conclut-il. François Lemieux nous invite à nous ouvrir à la transformation que l'art peut susciter, comme le font les nouvelles façons de penser.

François Lemieux
Faire de chaque extrême impuissance un temps de déprise
Au centre d'artistes le Lieu:
345 rue Dupont. Jusqu'au 22 avril
Entrée libre

RECYC-FRIGO MC
ENVIRONNEMENT
VOTRE VIEUX FRIGO POURRAIT CONSOMMER JUSQU'À
4,8 fois plus d'énergie
qu'un nouvel appareil homologué ENERGY STAR !
Appelez RECYC-FRIGO. Votre appareil sera recyclé de manière sécuritaire et selon les normes les plus strictes en matière de protection de l'environnement, et vous recevrez 30 $ par la poste !
Pour un ramassage **gratuit** :
www.hydroquebec.com/recyc-frigo ou 1 855 668-1247
Assurez-vous d'avoir votre facture d'électricité en main.
* L'appareil doit avoir plus de 10 ans, un volume intérieur entre 10 pi³ et 25 pi³, être fonctionnel, branché, facilement accessible et mobile. Une limite de trois appareils par foyer s'applique. Les appareils commerciaux ne sont pas admissibles. Certaines conditions peuvent s'appliquer.
Hydro Québec

biblio terre

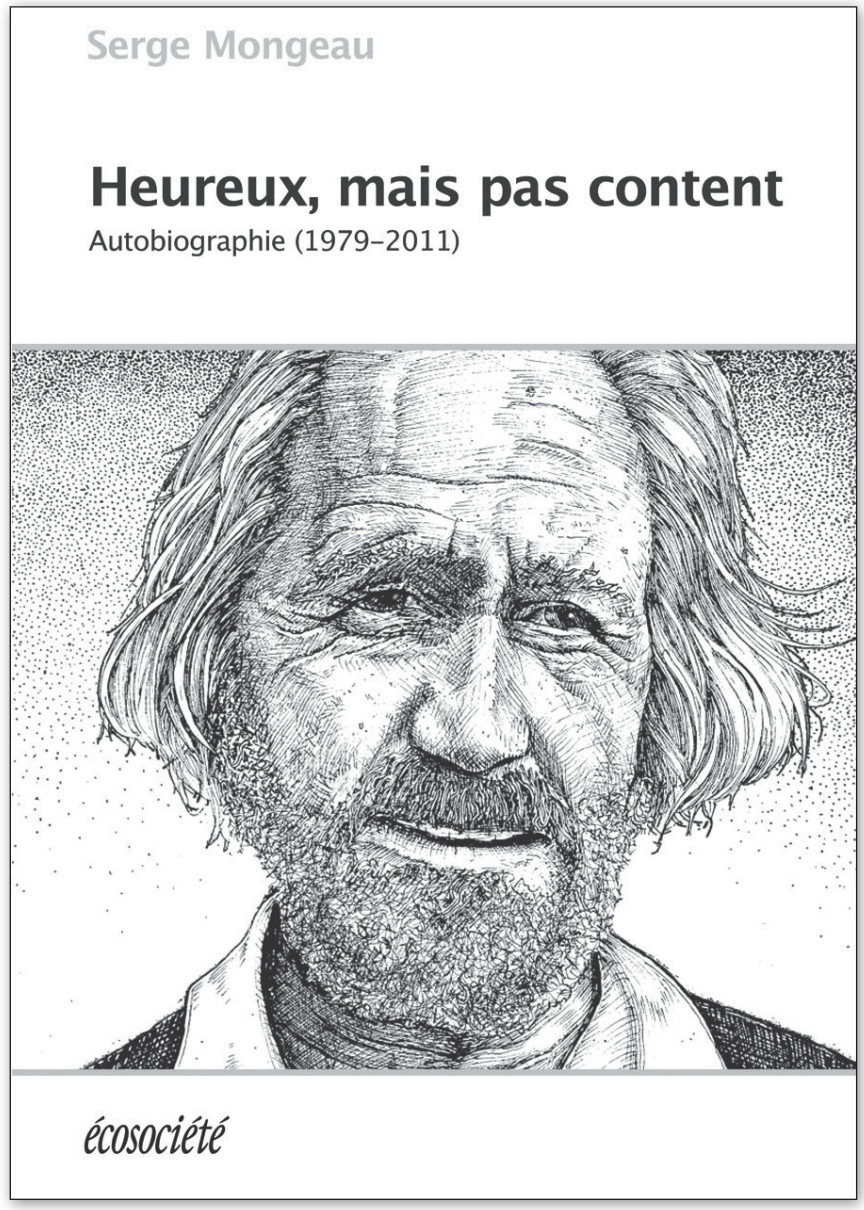
Les AmiEs de la Terre de Québec | www.atquebec.org

Changer le monde

Avec *Heureux, mais pas content*, deuxième volet de son autobiographie (1979-2011), Serge Mongeau poursuit le récit d'une vie menée sous le signe de l'indignation : refus des injustices, de l'exploitation et de la destruction de notre environnement. Personnage de sage en colère, cet infatigable militant à l'origine de plusieurs mouvements pacifistes et écologistes au Québec, souhaite léguer aux nouvelles générations une « foi en notre capacité de changer notre avenir ».

Dénonciation des travers de la médecine, engagement en faveur de la paix, simplicité volontaire, décroissance, mise sur pied des Éditions Écosociété, bataille contre le port méthanier de Rabaska, voilà autant de luttes qui ont jalonné le parcours de Serge Mongeau ces trente dernières années et qui témoignent d'un engagement motivé par un même objectif : « arriver à ce que, collectivement, nous prenions conscience de la nécessité de réorganiser notre société pour que tous puissent y vivre de façon décente aujourd'hui comme demain. »

Dans cet ouvrage, ponctué de notes tirées de son carnet, Serge Mongeau pose un regard à la fois intime et visionnaire sur le monde et les gens qui l'entourent, sans craindre d'exprimer ses doutes et ses découragements. Mais toujours, il se révèle un homme libre animé d'une fougue incommensurable. « Mon histoire est un peu l'histoire du Québec qu'on présente rarement, celle des militants, souvent ignorée, qui cependant fait avancer les choses. »



Serge Mongeau
Heureux, mais pas content
Autobiographie (1979-2011)

Les Éditions Écosociété
Année: 2012
212 p. – 24 $

Droit de parole
Adhésion ou abonnement

Nom *(personne responsable)* :
Adresse :
Téléphone :
Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE	
Abonnement postal individuel	15 $
Abonnement de groupe *(minimum de 5; livraison du journal au local de l'organisme)*	75 $
Abonnement institutionnel *(par la poste)*	25 $
Adhésion individuelle	10 $
Adhésion institutionnelle	25 $

LES MEMBRES PROFITENT D'UN RABAIS AVEC LEUR ADHÉSION	
Abonnement et adhésion *(individus)*	20 $
Abonnement et adhésion institutionnel *(organismes)*	30 $

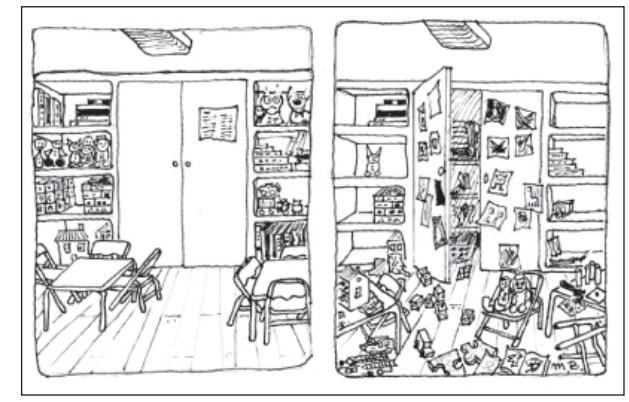
Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :
Journal Droit de parole
266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
(418) 648-8043
info@droitdeparole.org
www.droitdeparole.org

LE PIGNON BLEU
LA MAISON POUR GRANDIR
pignonbleu.org

ON NOURRIT L'AVENIR DEPUIS 20 ANS

Renauderie

La garderie



Par Renaud Pilote

Vous avez raison, voilà qui est particulier que je choisisse la garderie comme lieu à visiter ce mois-ci. Je vous le concède, je n'ai pas d'enfants qui y séjournent ; effectivement, ma dernière présence dans une garderie remonte à ces charmantes « retrouvailles » qui avaient été organisées vingt ans après mon passage à la garderie Passepoil et, je le confesse, je n'ai que très vaguement suivi la saga des garderies à 5 (ou 7 ?) dollars qui a ponctué les nouvelles au cours de la dernière décennie. À vrai dire, on aura peut-être espéré que j'investisse « l'université » ou « l'usine en lockout », endroits où semble se jouer pour l'heure l'avenir d'un peuple face à son destin, mais Marc Boutin, ce vétéran dessinateur, m'a dit qu'il trouverait cocasse de dessiner une garderie et cette fantaisie est la raison qui m'a suffi, poil au nombril.

De la garderie, j'ai gardé le souvenir d'un endroit chaotique, encombré de multiples plastiques que de concert nous mâchouillions méthodiquement. Je me remémore un monde de babillages, barbouillé et bricolé selon les couleurs de la prochaine fête au calendrier. Je me souviens aussi de ces siestes d'après-midi et de cette cassette de musique transcendantale qui me berçait si bien l'esprit. De ces brocolis et de ces choux de Bruxelles qu'on me forçait à avaler et dont je conserve encore les bénéfiques séquelles. De ces séances interminables d'enfilage d'habits de neige et de laçage de bottines. Enfin, je me rappelle que nous, les « escargots », avions fière allure lorsque nous jouions dehors ainsi emmitouflés dans nos carapaces synthétiques fluo. Une chouette expérience, quoi.

Nous n'avions alors aucune idée de ce qu'était l'université, ni une usine, encore moins un lockout. Quelques-uns arboraient le carré rouge cependant, car nous saignions parfois du nez sur notre salopette, mais en dehors de ces petits débordements, je peux vous assurer que nous étions de farouches dépolitisés. Nous pleurnichions pour un oui ou pour un non et la solidarité n'était pas notre fort (imaginez si en plus nous avions eu des IPhone à l'époque, où en seraient aujourd'hui les frais de gardiennage ?), ce qui nous encourageait à faire dans nos culottes en toute liberté alors que, grâce à nos couches hyper-absorbantes, nous laissions aux générations de monitrices à venir le soin de nettoyer tout ça. Témoin de cette époque, mon ancienne monitrice m'avoua d'ailleurs, lors des « retrouvailles » susmentionnées, qu'elle s'attendrissait en me voyant perché sur ma chaise haute, contemplant avec indifférence la pagaille générale se déroulant à mes pieds. C'était le bon temps, quand même.

Tout cela est loin désormais, très loin. Aujourd'hui les bouts de choux se conscientisent et tentent de nous expliquer qu'ils en ont assez de la purée de carottes trop cuites. Leur intelligence est précoce comme les printemps de ce siècle : avant même leur naissance, ils ont déjà appris la valeur d'une place en garderie et si ça continue comme cela, d'ici quelques budgets, nos bambins ne pleurnicheront plus, ils éclateront en sanglots.

Carnet mondain

Les activités sociales, culturelles et politiques de la démocratie en action sur www.reseauforum.org

12 AVRIL

Échanger sur la toxicomanie

Mères et Monde, le centre communautaire et résidentiel par et pour jeunes mères invite à une soirée projection-discussion. À partir du DVD Le Déclic qui met en vedette des jeunes qui témoignent de leur cheminement face à leur consommation. Une halte-garderie est disponible et l'inscription est requise.
Pour l'inscription : 418-522-5139.

12 AVRIL

La peur de vieillir?

La peur de vieillir peut réellement nous empêcher de vivre. Comment y faire face pour nous aider à nous épanouir? Avec Angéline Pageau, intervenante sociale. À 13h30 au Centre des femmes de la Basse-Ville, au 380, St-Vallier Ouest. Renseignements: 418-648-9092.

15 AVRIL

Brunch bénéfice pour la paroisse St-Sauveur

Brunch servi à la salle des Chevaliers de Colomb au bénéfice de la paroisse St-Sauveur. Carte au prix de 15 $, en vente au presbytère St-Sauveur, 215 des Oblats, Québec. Brunch à 1h h au 709 rue Kirouac.

15 AVRIL

Solidarité avec l'action mondiale Bienvenue en Palestine

Le Collectif de Québec pour la paix organise une action en solidarité avec l'action mondiale de solidarité avec la Palestine. Au bord du chapiteau de la Place d'Youville, nous tiendrons une action imagée et théâtrale avec un rassemblement. Beau temps mauvais temps, de 14 h à 15 h à la Place d'Youville : devant le chapiteau près de la rue St-Jean.

16 AVRIL 2012

Slam de poésie

Sixième saison de SLAM cap et de la Ligue québécoise de slam. À 20 h au café-bar coop L'AgitéE 255, rue Dorchester. Entrée : 5$.

17 AVRIL

Atelier d'art-thérapie

La course folle du quotidien nous fait parfois perdre de vue l'énergie dont nous disposons. Nancy Couture propose un atelier d'art-thérapie pour prendre le temps de faire le point. Comment retrouver plus de vitalité? Une halte-garderie est disponible et l'inscription est requise. À 18 h. Mères et Monde : 418-522-5139.

18 AVRIL

Formation sur les SLAPP

Le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), associé à la Ligue des droits et libertés et en collaboration avec les AmiEs de la Terre de Québec organisent, dans le cadre d'une tournée provinciale, une formation sur les poursuites-bâillons. Au programme: portée et limites de la nouvelle loi, identification et connaissance des enjeux de droits soulevés par les poursuites-bâillons, liberté d'expression et égalité devant la justice et connaissance des enjeux juridiques liés aux mises en demeure et autres notions de droit. Inscription préalable (places limitées) à slapp@rqge.qc.ca, ou par téléphone au 514-623-5162. 19h au 870, ave. Salaberry, Salle Michel Jurdant (322) Contribution volontaire.

18 AVRIL

Forum sur le Parvis: espace public, diversité, personnes marginalisées

Avec le retour du beau temps se pose la question du partage de l'espace public entre différentes couches sociales et différents modes de vie. Le parvis de l'église Saint-Roch est un lieu hautement symbolique de cet enjeu. En effet, avec la revitalisation de la rue Saint-Joseph, les personnes les plus pauvres – itinérant-es, résident-es, travailleurs-euses du sexe et autres – sont victimes de profilage social et sont chassées à coup de contraventions, de contrôles abusifs d'identité ou d'interpellations plus ou moins respectueuses. Organisée par la Ligue des droits et libertés (section Québec) en collaboration avec plusieurs organismes communautaires de Québec. De midi à 16:00 au parvis de l'église Saint-Roch (remis au lendemain en cas de pluie).

18 AVRIL

Gérer son stress : ateliers gratuits

Ateliers débutant le mercredi 18 avril de 18 h 30 à 21 h 30 à la Maison de la famille de Québec au 573, 1e Avenue et le lundi 23 avril 2012 de 18 h 30 à 21 h 30 au Centre communautaire Lucien-Borne situé au 100, chemin Sainte-Foy, local RC-02. Pour information: monsieur Marco Robichaud. Invitation de l'Association canadienne pour la santé mentale, filiale de Québec.

19 AVRIL

Appprivoiser la solitude : ateliers gratuits

Invitation de l'Association canadienne pour la santé mentale, filiale de Québec débutant le jeudi 19 avril de 18 h 30 à 21 h 30 à la Maison de la famille de Charlesbourg au 5560, 1e Avenue à Québec.

19 AVRIL

Qu'as-tu à me dire pour que je vote pour ton parti?

Qu'il y ait ou non des élections provinciales cette année, voyons de quel bois se chauffent les partis politiques au Québec, et surtout dans les dossiers qui touchent plus particulièrement les femmes. Parlons politique, mais de manière décontractée et facile à comprendre! Avec Johanne Arseneault, intervenante communautaire. De 13h30 à 16h au Centre des femmes de la Basse-ville, au 380, St-Vallier Ouest. Info: 418-648-9092.

22 AVRIL

Jour de la Terre Manifestation

C'est l'occasion de demander une redistribution sociale de la richesse et de défendre le bien commun. Un grand rassemblement national a lieu à Montréal et des rassemblements locaux auront lieu à 14h dans plusieurs villes et villages du Québec.

23 AVRIL

Formation en santé mentale

Vous avez peu de connaissance en psychiatrie et vous voulez mieux connaître les problèmes de santé mentale et savoir distinguer les troubles divers ? La Boussole offre cet atelier de formation pour les individus ou pour les groupes. De 18 h à 21h. Pour inscription : La Boussole, aide aux proches d'une personne atteinte de maladie mentale. Prix : 25$. Info : 418-523-1502.

25 AVRIL

Mercredis agités: La conjoncture socio-politique actuelle

Les Mercredis agités sont un programme bimensuel de conférences, de débats et d'assemblées publiques prenant place au cœur de la ville de Québec. Loin des tours du savoir universitaire, il s'agit de permettre à tous et toutes de participer aux échanges, 255, rue Dorchester à Québec, 19 h. Gratuit.

26 AVRIL

Débat sur l'aménagement urbain à Québec

Débat organisé par la revue *Relations* sur l'aménagement urbain à Québec avec les invités Marc Boutin, Véronique Laflamme et Réjean Lemoine. Le futur urbain de Québec : vers une agglomération désarticulée ou une ville conviviale? De 19 h. à 21 h. 30, à l'ÉNAP, 555, boulevard Charest Est, Salle 4114. Contribution suggérée : 5$.

26 AVRIL

Connaître les immigrantes au-delà de leur culture

Chaque culture possède ses valeurs et ses croyances. Comprendre l'autre n'est pas facile et c'est en la connaissant davantage que les préjugés disparaissent. Peu importe la culture ou son origine une femme demeure une femme. Il y a des différences et des similitudes dans chaque culture. Venez entendre l'histoire de Sabina. De 13h30 à 16h au Centre des femmes de la Basse-Ville, au 380, St-Vallier Ouest. Renseignements: 418-648-9092

30 AVRIL

Visuellement vôtre!!! Bodypainting et peinture en direct

Tous les derniers lundis du mois !!! dès 20h et jusqu'aux p'tites heures du matin... Coût d'entrée: 4 $. Une soirée artistique mensuelle ouverte à tous qui donne l'occasion à de nombreux artistes (toutes disciplines) ainsi qu'au public, de se réunir et d'échanger. À l'AgitÉe.

1 MAI

Journée internationale des travailleuses et des travailleurs

Rassemblement au parc de l'Amérique française à 11h45.

3 MAI

Je n'ai pas un corps parfait, mais « je suis moi! »

Dans le cadre de la Journée nationale sans diète, nous parlerons de la pression sociale reliée à l'image parfaite du corps des femmes. Dîner communautaire : apportez votre dîner, café sur place. De 11h30 à 14h au Centre des femmes de la Basse-Ville, 380, St-Vallier Ouest. Renseignements: 418-648-9092.